

N° DP 24/181

DECISION DU PRESIDENT

ACQUISITION DE PARCELLES SITUEES A LA SEYNE-SUR-MER RUE EUGENE POTTIER CADASTREES AI0601 ET AI0602

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/075 en date du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/078 en date du 4 mai 2023 portant délégation au Président et au Bureau,

VU les délibérations du Conseil Municipal de la commune de La Seyne-sur-Mer en date du 15 décembre 2010 et 18 janvier 2011,

CONSIDERANT que la commune de La Seyne-sur-Mer par délibérations n°10/337 en date du 15 décembre 2010 et n°11/024 en date du 18 janvier 2011, a décidé d'acquérir à l'euro symbolique deux tenements fonciers d'une superficie totale de 317 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AI n°187 qui constitue l'assiette foncière de la copropriété « Le Red Star »,

CONSIDERANT que depuis sa création la Métropole Toulon Provence Méditerranée exerce la compétence voirie en lieu et place des communes membres,

CONSIDERANT que l'acquisition de ces tenements fonciers permettra de régulariser l'emprise foncière d'une portion de la rue Eugène Pottier sur la commune de La Seyne-sur-Mer qui est implantée sur un terrain privé,

CONSIDERANT qu'un document modificatif du parcellaire cadastral a numéroté les parcelles à acquérir : parcelle AI n°601 d'une superficie de 297 m², et parcelle cadastrée section AI n°602 d'une superficie de 20 m² appartenant à la copropriété « Le Red Star »,

CONSIDERANT que dans le cadre du dispositif en vigueur de consultation des Domaines, la valeur vénale estimée de cette acquisition est inférieure au seuil de saisine réglementaire concernant les administrations publiques,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ACQUERIR à l'euro symbolique (1€) deux tenements fonciers situés sur la commune de La Seyne-sur-Mer rue Eugène Pottier d'une superficie totale de 317 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AI n°187 appartenant à la copropriété « Le Red Star ».

ARTICLE 2

DE DIRE que le document modificatif du parcellaire cadastral a numéroté les deux parcelles à acquérir : parcelle AI N°601 d'une superficie de 297 m² et AI n°602 d'une superficie de 20 m², soit une superficie totale de 317 m².

ARTICLE 3

DE FAIRE ET SIGNER tous les actes permettant d'officialiser cette acquisition.

ARTICLE 4

DE DESIGNER Maitre MAGNAN notaire à l'étude SORIN GHISOLFO MAGNAN sur la commune de La Seyne-sur-Mer aux fins de rédaction de l'ensemble des documents et actes nécessaires à la réalisation de cette acquisition dont tous les frais seront supportés par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget principal 2024 opération ANTLS 60401 chapitre 21 fonction 844 article 2111.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **01 MAR. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



Q 1 WAM 1056



Ville de La Seyne-sur-Mer
Département du Var

ARRONDISSEMENT DE
TOULON

Mairie de La Seyne-sur-Mer

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU MERCREDI 15 DECEMBRE 2010

N°DEL/10/337

OBJET : REGULARISATION FONCIERE RUE EUGENE POTTIER CESSIONS A L'EURO SYMBOLIQUE CONSENTIES PAR LA COPROPRIETE DENOMMEE "LE RED STAR" CADASTREE SECTION AI N° 187 ET PAR LES COPROPRIETAIRES DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION AI N° 185

Nombre de CONSEILLERS en exercice : 49

L'an deux mille dix, le quinze Décembre, à 8H00, le Conseil Municipal s'est assemblé en Séance Publique en l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Marc VUILLEMOT, Maire .

Etaient présents

Marc VUILLEMOT, Philippe MIGNONI, Florence CYRULNIK, Claude ASTORE, Toussaint CODACCIONI, Solange ANDRIEU, Rachid MAZIANE, Christine SAMPERE, Isabelle RENIER, Patrick VALLE, Annie MARTIN, Christlan BIANCHI, Alain LOPEZ, Martial LEROY, Bernard TROUCHET, Guy SANTANGELO, Any BAUDIN, Jean-Jacques TAURINES, Christiane JAMBOU, Michel TOURNAN, Christian BARLO, Danielle DIMO PEREZ-LOPEZ, Graziella GAUJAC, Nathalie MILLE, Alexandre DUMAS, Arthur PAECHT, Françoise POUCHKO-LOUAT, Nadjet BENZOHR

Etaient absents

Michel REYNIER, Jean MICHEL, Marie VIAZZI, Angélique MAZOYER, Denise PEUCHOT, Alain CHAPPARO, Alain AJELLO, Huguette RUGGIRELLO, Nathalie BERTRAND, Sabine BAROUX

Etaient excusés

Raphaëlle LEGUEN
Jocelyne LEON
Joseph PENTAGROSSA
Malika RIEMER
Yves GAVORY
Annick LE GAL
Guillaume BONNAMOUR
Marie-Christèle MOUISSE
Marcel BARBERO
Christian BATLLE
Fathi BOUSBIH

Marc VUILLEMOT
Patrick VALLE
Any BAUDIN
Jean-Jacques TAURINES
Toussaint CODACCIONI
Annie MARTIN
Rachid MAZIANE
Claude ASTORE
Françoise POUCHKO-LOUAT
Arthur PAECHT
Nadjet BENZOHR

Bernard TROUCHET a été désigné(e) pour remplir les fonctions de secrétaire.

LE CONSEIL AINSI CONSTITUE,

Rapporteur : Monsieur Claude ASTORE, Maire Adjoint

Le bornage de la copropriété dénommée "Le Red Star" cadastrée section AI n° 187, a permis de mettre à jour un problème foncier.

En effet, la rue Eugène Pottier est implantée partiellement sur la parcelle appartenant à ladite copropriété, mais également sur la parcelle cadastrée section AI n° 185 et sur la parcelle communale cadastrée section AL n° 1, assiette foncière de l'école primaire E. Renan.

Il convient de rappeler que par délibération en date du 18 mars 1955, le Conseil Municipal a approuvé la création de voies pour permettre la desserte de l'école primaire dénommée E. Renan. Une de ces voies correspond à la rue E. Pottier. La cession du terrain nécessaire à la création de cette voie a été demandée lors de la délivrance du permis de construire de la copropriété "Le Red Star" et acceptée par l'administrateur du groupe d'habitations.

Par ailleurs, par délibération en date du 7 février 1964, le Conseil Municipal s'est prononcé favorablement pour le classement dans la voirie communale des parcelles nécessaires à la création de la voie de desserte de l'école.

Enfin, par délibération en date 30 novembre 1979, la voie créée a été dénommée rue Eugène Pottier.

Aujourd'hui, il s'agit donc de finaliser une régularisation foncière entreprise voilà plus de 30 ans mais jamais formalisée par la signature d'un acte notarié de transfert de propriété.

A cette fin, le Cabinet Buzançais, Géomètre Expert, a été saisi afin de déterminer les emprises des cessions et de dresser les documents d'arpentage. Ces derniers ont été signés par les propriétaires et sont en cours de numérotation au cadastre.

- S'agissant de la parcelle cadastrée section AI n° 187, la Ville doit récupérer à l'euro symbolique deux tènements d'une superficie totale de 317 m², (20 m² rattachés à l'Ecole E. Renan et 297 m² à la rue E. Pottier).

- S'agissant de la parcelle cadastrée section AI n° 185, la Ville doit récupérer à l'euro symbolique un tènement d'une superficie de 135 m².

- S'agissant de la parcelle communale cadastrée section AL n° 1, 110 m² doivent être détachés et intégrés à la rue E. Pottier.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir accepter :

- la cession à l'euro symbolique de deux tènements d'une superficie totale de 317 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AI n° 187 et la cession à l'euro symbolique d'un tènement de 135 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AI n° 185,

- le classement dans la voirie communale des tènements détachés composant l'assiette foncière de la rue E. Pottier et cadastrés section AI n° 187 (partie B) pour 297 m², AI n° 185 (p) pour 135 m² et AL n° 1 (p) pour 110 m², représentant un total de 542 m².

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé du rapporteur :

Vu l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière,

Vu l'arrêté de permis de construire délivré le 21 juin 1962,

Vu les documents d'arpentage en cours de numérotation dressés par le Cabinet BUZANCAIS,

Vu le plan de cession n° 22498,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1 - d'accepter les cessions à l'euro symbolique au profit de la Commune des deux tènements d'une superficie de 317 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AI n°187, assiette foncière de la copropriété "Le Red Star", ainsi que du tènement à détacher de la parcelle cadastrée section AI n°185 appartenant en copropriété à Monsieur BEN SALEM Moshem, Monsieur PASCARELLA Samuel et Madame POIVRET Sandra ;

ARTICLE 2 - de dire que les tènements détachés des parcelles composant l'assiette foncière de la rue E. Pottier et cadastrés section AI n°187 (partie B) pour 297 m², AI n°185 (p) pour 135 m² et AL n°1 (p) pour 110 m² seront classés dans le domaine public communal au titre de la voirie, conformément aux dispositions de l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière ;

ARTICLE 3 - de dire que l'étude de Maître CHALINE, Notaire à La Seyne-sur-Mer sera chargée de la rédaction de l'acte de vente ;

ARTICLE 4 - de dire que les sommes afférentes à cette opération seront imputées au chapitre 21-2112 du budget de la Commune - exercice 2010.

La proposition est soumise au vote de l'Assemblée.

LA DELIBERATION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTES EXPRIMES

POUR :	34	
NE PARTICIPENT PAS	5	Jocelyne LEON, Patrick VALLE, Annie
AU VOTE :		MARTIN, Nathalie MILLE, Annick LE GAL

DELIBERATION EXECUTOIRE

Et ont signé au registre tous les membres
présents

Transmission à la Préfecture du Var

Pour Extrait conforme

Le : 20 DEC. 2010

Publication du : 20 DEC. 2010

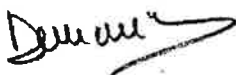
Marc VUILLEMOT

**Maire de La Seyne-sur-Mer
Vice-Président de
Toulon-Provence-Méditerranée
Conseiller Régional**

Marc VUILLEMOT

**Maire de La Seyne-sur-Mer
Vice-Président de
Toulon-Provence-Méditerranée
Conseiller Régional**

**Pour le Maire et par délégation
le fonctionnaire délégué
Suzanne DEMARIA**



PRÉFECTURE DU DÉPARTEMENT DU VAR

Dossier n° 539

Le Préfet du Var, Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 53-508 du 23 Mai 1953;

Vu le décret n° 54-766 du 26 Juillet 1954 portant codification des textes législatifs concernant l'Urbanisme et l'Habitation;

Vu les articles 5 a) 3° et 15 du décret n° 61-1036 du 13 Septembre 1961;

Vu l'article 14 du décret n° 61-1298 du 30 Novembre 1961;

Vu le programme d'aménagement communal de LA SEYNE-sur-MER approuvé par arrêté interministériel du 12 Mai 1949;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 Juin 1962 accordant à la Société Civile Immobilière RED STAR, dérogation aux dispositions de l'article 2/B/5 du programme d'aménagement communal susvisé en vue de permettre à cette Société de construire une clôture et un immeuble composé de 16 logements, quartier Vallon des Signes à LA SEYNE-sur-MER;

Vu l'agrément 83 - 62 - 26 du 14 Mai 1962 de M. le Directeur départemental de la Construction;

Vu la demande de permis de construire présentée le 8 Février 1962 par M. Maurice RAUNER, Gérant administrateur de la Société précitée, domicilié Bd. Staline à LA SEYNE-sur-MER, en vue de l'édification, quartier Vallon des Signes à LA SEYNE-sur-MER, d'une clôture et d'un immeuble composé de 16 logements;

Vu l'avis en date du 27 Mars 1962 de M. le Maire de LA SEYNE-sur-MER;

Vu l'avis en date du 16 Mai 1962 de M. le Directeur départemental de la Construction;

Vu l'avis émis par la Commission départementale d'Urbanisme, Section du Permis de Construire, dans sa séance du 1er Juin 1962,

A r r ê t e :

Article 1er. - Le permis de construire est accordé à la Société Civile Immobilière RED STAR, en vue de l'édification, sur un terrain sis C.R. 21, quartier Vallon des Signes à LA SEYNE-sur-MER, d'une clôture et d'un immeuble composé de 16 logements, conformément aux plans et documents ci-annexés et sous les réserves suivantes :

Voirie - Le terrain nécessaire à l'ouverture de la voie de 10 m de largeur prévue au Sud de la propriété sera cédé gratuitement à la commune de LA SEYNE-sur-MER.

Eau potable - Assainissement - Electricité - L'immeuble sera raccordé aux réseaux publics posés à proximité de la propriété.

Les travaux de branchement y compris toutes sujétions seront

...

exécutés aux frais du pétitionnaire en accord et sous le contrôle des services intéressés.

Télécommunications - En accord avec l'Administration des P. et T. des gaines et passages de télécommunications seront installés dans l'immeuble.

Ils seront conformes aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 14 Novembre 1958.

Les antennes collectives nécessaires à la marche des divers appareils seront posées sur toiture.

Espaces verts - Les espaces libres de construction seront plantés d'arbres convenant à la nature du terrain.

Article 2. - Le Secrétaire Général du Var, le Maire de LA SEYNE-sur-MER et le Directeur départemental de la Construction sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et de l'exécution du présent arrêté.

DRAGUIGNAN, le

21 JUNE 1962

Le Préfet,

Pour la Préfet

Le Secrétaire Général

Signé : CLAUDE GOURDES

POUR AMPLIATION

Le Chef de Bureau



INFORMATION DES PROPRIÉTAIRES

DECRET N° 55-22 DU 4 JANVIER 1955 PORTANT REFORME DE LA PUBLIÉCITE FONCIERE

Article 1 (partiel) - Tout acte ou décision judiciaire sujet à publicité foncière dans un bureau des hypothèques doit indiquer, pour chacun des immeubles qu'il concerne, la nature, la situation, la désignation cadastrale (section, numéro de plan, lieu-dit).

DECRET N° 55-22 DU 4 JANVIER 1955 PORTANT REFORME DE LA PUBLIÉCITE FONCIERE

Article 25 (partiel) - Tout changement de limite de propriété, notamment par suite de division, lotissement, partage, doit être constaté par un document d'arpentage établi aux frais et à la diligence des parties et certifié, par elles, qui est remis au Service du Cadastre préalablement à la rédaction de l'acte réalisant le changement de limite, pour vérification et numérisation des nouveaux lots de propriété.

L'établissement des documents servant à la modification du plan cadastral relève de personnes agréées par l'Administration, dont le liste est consignée dans les bureaux du Cadastre. L'arrêté du 22 décembre 1952 relatif à l'information des consommateurs sur les prix des prestations topographiques dispose que, préalablement à l'exécution des travaux, le professionnel remet au consommateur, distinguant de manière très apparente les prestations, un document intitulé "Notice administrative au particulier" ou "Notice collective publique des autres prestations effectuées au gré des clients (arpentage, arpentage, etc.). Cette obligation s'applique également à la note d'honoraires. L'arrêté précise aussi l'obligation d'affichage du prix des prestations.

RÉUNIONS DE PARCELLES - Elles interviennent à la demande ou avec l'accord des propriétaires. Les parcelles à regrouper doivent appartenir au même propriétaire, être contiguës et présenter la même situation au regard du fichier immobilier (parcelles toutes non publiées ou toutes publiées à la Conservation des hypothèques et, en principe, non grevées de droits différents).

DIVISIONS DE PARCELLES - Elles sont opérées à la demande des propriétaires.

APPLICATION D'UN PROCÈS-VERBAL D'ARPENTAGE OU DE BORNAGE - Elle est effectuée à la demande des propriétaires. Elle a pour effet de mettre en concordance la contenance cadastrale avec la contenance arpentée des lots que cette opération peut être effectuée sans remettre en cause les limites figurées au plan cadastral. En cas de bornage et sous la même condition, elle provoque la représentation des bornes au plan cadastral (signe conventionnel).

DEMANDE DES PROPRIÉTAIRES

Je soussigné(e) _____ né(e) le _____

apoux(sal) _____

domicilié(e) à _____

☒ la modification du plan cadastral selon les énonciations d'un acte à publier.

☐ la modification du plan cadastral selon les énonciations d'un acte à publier et les indications du présent document pour le surplus (2).

☐ la modification du plan cadastral selon les indications du présent document d'arpentage.

☐ l'application d'un procès-verbal d'arpentage ☐ (1) ☐ (1)

conformément aux indications du présent document d'arpentage.

le 30 Décembre 2009 _____ Signaturs(s) du (ou des) propriétaire(s)

Signature

Signature

Signature

Aucune suite n'a pu être donnée à la demande ci-dessus pour le motif suivant :

Cocher le service

(1) Cocher les cases correspondantes
(2) Au cas où l'acte à publier est susceptible de ne pas être inscrit, l'application n'est pas obligatoire.

MINISTÈRE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

(Supplément 1951)



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PUBLICITÉ FONCIÈRE ET CONSERVATION CADASTRALE

MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL

Document d'arpentage établi en application de l'article 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955

Cachet du service d'origine

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

P.V. :
VALIDATION :
DESSIN :
GÉOMÈTRE :
MAJ DÉLIMITAIRE :

CENTRE DES IMPOIS FONCIERS
TOULON
171, Avenue de Vau Coteau
83071 TOULON CEDEX
Tél. 04 94 94 83 21 Fax 04 94 94 83 20

PROCÈS-VERBAL DE DÉLIMITATION (1)

-ESQUISSE-

- ☒ Changement de limite(s) de propriété
- ☐ Rectification de limites figurées au plan cadastral
- ☐ Nouvel agencement de la propriété
- ☐ Application d'un plan d'arpentage ou d'un procès-verbal de bornage sans modifications des limites parcellaires figurées au plan cadastral (3)

Document établi pour (2)

DÉSIGNATION DES PARTIES

propriétaire(s) avant modification

M. BEN SALEM MOSHEM
M. PASCARELLA SAMUEL
M. POIVRET SANDRA

propriétaire(s) après modification

M. BEN SALEM Moshem
M. PASCARELLA Samuel
M. POIVRET Sandra
Commune de la SEYNE-MER

PERSONNE HABILITÉE À ÉTABLIR LE DOCUMENT

GABINET Vincent-BUZANCAIS
GÉOMÈTRE - EXPERT - FONCIER D.P.L.G.
MEMBRE DE L'ORDRE N° 3948
505, AVENUE DE ROME - LE PORTALIS
83500 LA SEYNE SUR MER
TEL. 04 94 94 83 21 FAX 04 94 94 11 09

Procès-verbal 642 N exp. init
oui ☐ (2) numéro
non ☐ (2)

DATE DE L'APPLICATION SUR LE
PLAN MINUTÉ DE CONSERVATION

avant mise au point 25-47

- (1) Rayer la mention inutile : préciser, le cas échéant, s'il s'agit d'une esquisse provisoire.
- (2) Cocher la case correspondante.
- (3) Remplir obligatoirement une demande en dernière page lorsque l'opération ne donne pas lieu aux formalités de publicité foncière prescrites par l'article 25-4° du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955.

N° 6421 N - 2007 01 1925190 - L'ORDRE DES GÉOMÈTRES

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Commune :
LA SEYNE SUR MER

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISE

Numéro d'ordre du document
d'arpentage :

Numéro d'ordre du registre de
constatation des droits :

Cachet du service d'origine :

Centre des Impôts foncier de
TOULON 1
171 avenue de Vert Coteau
B.P. 127

83071 TOULON CEDEX

Téléphone : 04 94 03 95 01

Fax : 04 94 03 95 06

cdif.toulon-1@dgfip.finances.gouv.fr

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3)
a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le 22/10/09 par M. B. BERNARD, géomètre à LA SEYNE

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la chemise 6453.

LA SEYNE

PASCARELLA

POIVRE

Section : AI
Qualité du plan : Plan régulier avant
20/03/1980
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/1000
Date de l'édition : 18/09/2009
Support numérique : _____

Document d'arpentage dressé
par M. B. BERNARD

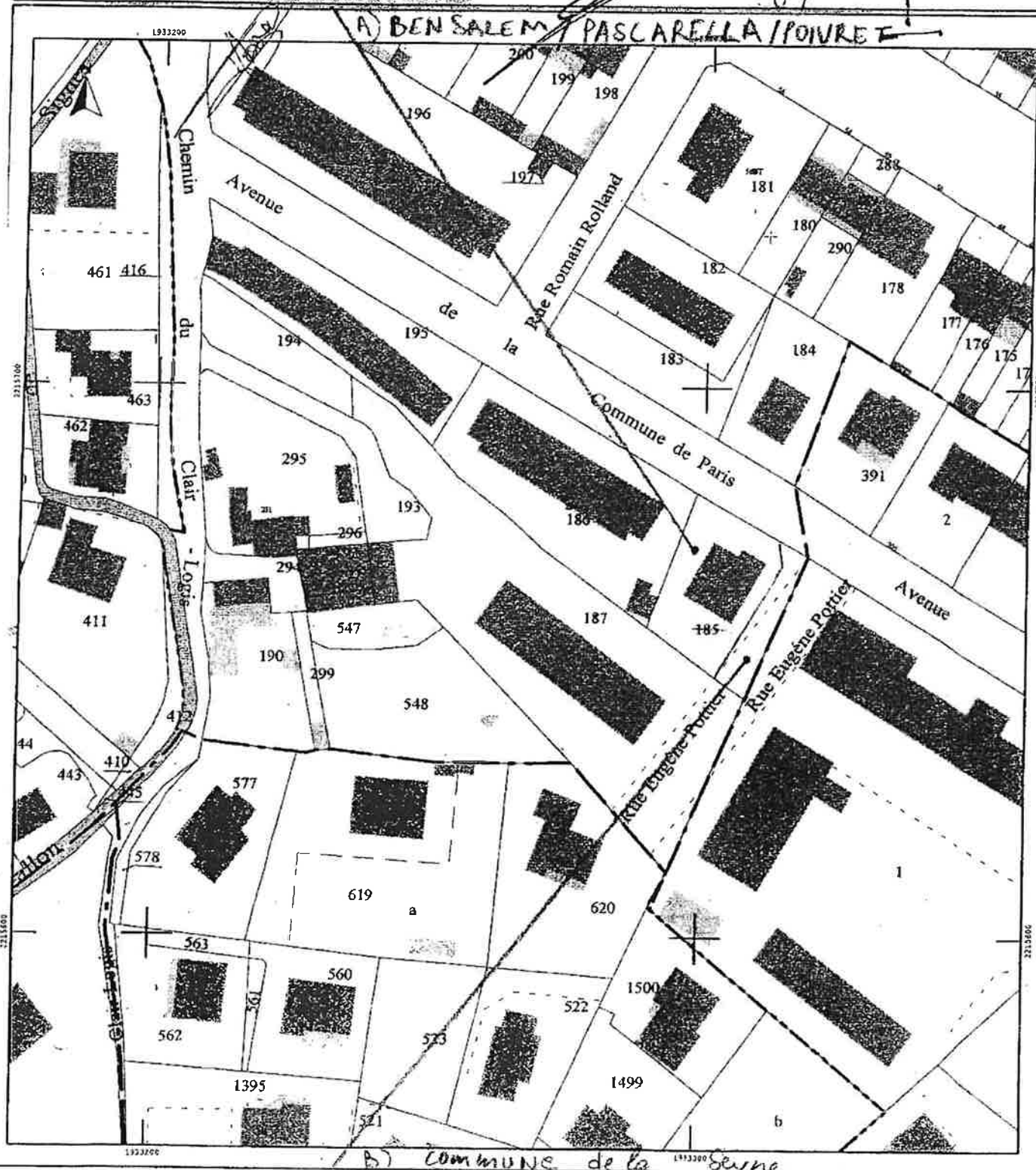
à LA SEYNE

Date : / /

Signature :

1.2.3.

(1) Répondre aux exigences locales. La formule A n'est applicable que dans le cas d'un piquetage (plan dressé par voie de titres à part), dans la formule B les propriétaires peuvent avoir piqueté eux-mêmes ou par un tiers.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, arpenteur, géomètre ou arpenteur expert du cadastre, etc.).
(3) Préciser les noms et qualités des signataires s'ils ne diffèrent du propriétaire (mandataire, agent immobilier agréé, le cas échéant, etc.).



INFORMATION DES PROPRIÉTAIRES

Article 7 (partiel) - Tout acte ou décision judiciaire relatif à publicité foncière dans un bureau des hypothèques doit indiquer, pour chacun des immeubles qu'il concerne, la nature, la situation, le contenu, la désignation cadastrale (section, numéro de plan, lieu-dit).

Article 25 (partiel) - Tout changement de limite de propriété, notamment par suite de division, lotissement, partage, cession, doit être constaté par un document d'arpentage établi aux frais et à la diligence des parties, qui est communiqué au Service du Cadastre préalablement à la rédaction de l'acte réalisant le changement de limite, pour vérification et numérotation des nouveaux lots de propriété.

L'établissement des documents portant modification du plan cadastral relève de personnes agréées par l'Administration, dont la liste est consultable sans frais aux bureaux du Cadastre. L'arrêté du 22 décembre 1992 relatif à l'information des consommateurs sur les prix des prestations topographiques dispose que, préalablement à l'exécution des travaux, le professionnel remet un document au consommateur, distinguant de manière très apparente les prestations exigées par la réglementation ou par une collectivité publique des autres prestations effectuées au gré des clients (bornage, arpentage, etc.). Cette obligation s'applique également à la note d'honoraires. L'arrêté précise aussi l'obligation d'affichage du prix des prestations.

REUNIONS DE PARCELLES. - Elles interviennent à la demande ou avec l'accord des propriétaires. Les propriétaires immobiliers doivent appartenir au même propriétaire, être contigus et présenter la même situation au regard du non grevés de droits différents).

DIVISIONS DE PARCELLES. - Elles sont opérées à la demande des propriétaires.

APPLICATION D'UN PROCÈS-VERBAL D'ARPENTAGE OU DE BORNAGE. - Elle est effectuée à la demande des propriétaires. Elle a pour effet de mettre en concordance la contenance cadastrale avec la contenance arpentée lors que l'opération peut être effectuée sans remettre en cause les limites figurées au plan cadastral. Elle a pour effet de modifier la situation, elle provoque la représentation des bornes au plan cadastral (selon conventionnel).

DEMANDE DES PROPRIÉTAIRES

Je soussigné(e) _____ né(e) le _____ domicilié(e) à _____

(1) Demande

☒ la modification du plan cadastral selon les énonciations d'un acte à publier,

☐ la modification du plan cadastral selon les énonciations d'un acte à publier et les indications du présent document pour le surplus (2),

☐ la modification du plan cadastral selon les indications du présent document d'arpentage,

☐ l'application d'un procès-verbal d'arpentage ☐ (1) ☐ (1)

conformément aux indications du présent document d'arpentage.

Signature(s) du/du(s) propriétaire(s)

Cabinet Vincent Buzançais

Aucune suite n'a pu être donnée à la demande ci-dessus pour le motif suivant :

Cachet du service _____

- (1) Cocher les cases correspondantes.
(2) Au cas où l'acte à publier est susceptible de ne pas intéresser la totalité des parcelles divisées, mais que la propriété est indivise, en tout ou en partie, l'application intégrale du document d'arpentage.

MINISTÈRE DU LOGEMENT
DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

département

VAN

commune

LA SEYNE

feuille

section

AT

Cachet du service d'origine

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL

Document d'arpentage établi en application de l'article 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955

CENTRE DES IMPÔTS FONCIERS
TOULON
171, Avenue de Vert Coteau
83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 93 95 06

-ESQUISSE-

- ☒ Changement de limite(s) de propriété
- ☐ Rectification de limites figurées au plan cadastral
- ☐ Nouvel agencement de la propriété
- ☐ Application d'un plan d'arpentage ou d'un procès-verbal de bornage sans modifications des limites parcellaires figurées au plan cadastral (3)

Document établi pour (2)

DÉSIGNATION DES PARTIES

propriétaire(s) avant modification

*Co-propr. LE RED STAN
Syndic Agence MELON M NEFF*

propriétaire(s) après modification

*Co-propr. LE RED STAN
Commune de LA SEYNE MER*

PERSONNE HABILITÉE À ÉTABLIR LE DOCUMENT

CABINET VINCENT BUZANÇAIS

GÉOMÈTRE, F.F.A. - FONCIER D.P.L.G.

Membre de l'Ordre N° 3316

505, AVENUE DE ROME - LE PORTAIS

83500 LA SEYNE SUR MER

TEL. 04 94 93 21 44 - 04 94 30 11 09

Procès-verbal n° 8425, 4 exp. joint

oui ☐ (2) numéro

non ☐ (2)

DATE DE L'APPLICATION SUR LE PLAN MINUTE DE CONSERVATION

avant mise au point - seule

après mise au point - seule

- (1) Rayer la mention inutile ; préciser, le cas échéant, s'il s'agit d'une esquisse provisoire.
(2) Cocher la case correspondante.
(3) Remplir obligatoirement une demande en dernière page lorsque l'opération ne donne pas lieu aux formalités de publicité foncière prescrites par l'article 28-4° du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955.

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Commune :
LA SEYNE SUR MER

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISE

Numéro d'ordre du document
d'arpentage :
Numéro d'ordre du registre de
constatation des droits :

Cachet du service d'origine :
Centre des impôts foncier de :
TOULON 1
171 avenue de Vert Coteau
B.P. 127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01
Fax : 04 94 03 95 08

odif.toulon-1@dgfip.finances.gouv.fr

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 85-471 du 30 avril 1985)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (C)
a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie est jointe, dressé
le 22/10/08 par M. BULANAU géomètre à La Seyne

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la chemise 6493

A LA SEYNE le 22/10/08

Section : AI
Qualité du plan : Plan régulier avant
22/03/1980
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/1000
Date de l'édition : 18/09/2009
Support numérique :

Document d'arpentage dressé
par M. BULANAU

La Seyne

le 22/10/08

Signature :

22/10/08

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'un piquetage effectué sur le terrain. La formule B est applicable dans le cas d'un piquetage effectué sur le terrain. La formule C est applicable dans le cas d'un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie est jointe, dressé le 22/10/08 par M. BULANAU géomètre à La Seyne.



DECRET N° 5522 DU 4 JANVIER 1955 PORTANT REFORME DE LA PUBLICITE FONCIERE

DECRET N° 55-47 DU 30-AVRIL 1955 RELATIF A LA RENOVATION ET A LA CONSERVATION
DU CADASTRE

L'établissement des documents portant modification du parcellaire cadastral relève de personnes agréées par l'Administration, dont la liste est consultable dans les bureaux du Cadastre. L'entrée du 22 décembre 1982, relative à l'information des consommateurs sur les prix des prestations topographiques dispose que, préalablement à l'exécution des travaux, le professionnel remet un devis au consommateur, distinguant de manière très apparente les prestations exigées par une administration ou par une collectivité publique des autres prestations effectuées au gré des clients (bornage, géomètre, etc.). Cette obligation s'applique également à la note d'honoraires. L'arrêté précise aussi l'obligation d'affichage du prix des prestations.

DIVISIONS DE PARCELLES. — Elles sont opérées à la demande des propriétaires.

DEMANDE DES PROPRIÉTAIRES

dominile *n* **dominile** *n*

la modification du parcellaire cadastral selon les énonciations d'un acte à publier.

la modification du parcelaire cadastral selon les indications du présent document d'arpentage.

d'argentage	<input type="checkbox"/>	{1}
de bornage *	<input type="checkbox"/>	{1}

conformément aux indications du présent document d'arpentage.

Signature(s) du (ou des) propriétaire(s)

POUR LE MAIRE
ADJOINT DÉLÉGUÉ

Aucune suite n'a pu être donnée à la demande ci-dessus pour le motif suivant :

Cachet d: service

1) Cocher la cases correspondantes.

En cas où l'acte à valloir est susceptible de ne pas intéresser la totalité des parcelles divisées, mais que le propriétaire désire, en tout état de cause, l'application intégrale du document d'urbanisme.

MINISTÈRE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

section
LA SEYNE
commune
L A S E Y N E
L A S E Y N E

Cachet du service d'origine

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

**CENTRE DES IMPOIS FONCIER
TOULON I**
171, Avenue de Vert Câteau
83071 TOULON CEDEX
Téléphone 04 94 92 25 00

**MODIFICATION
DU PARCELLAIRE CADASTRAL**

Document d'arpentage établi en application de l'article 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955

PROCÈS-VERBAL DE DÉLIMITATION (1)

~~ESOL/ESL~~

<input checked="" type="checkbox"/>	Changement de limite(s) de propriété
<input type="checkbox"/>	Rectification de limites figurées au plan cadastral
<input type="checkbox"/>	Nouvel agencement de la propriété
<input type="checkbox"/>	Application d'un plan d'arpente ou d'un procès-verbal

Document établi pour (2)

DÉSIGNATION DES PARTIES

propriétaire(s) avant modification

Commune de LA SEYNE MAR

propriétaire(s) après modification

Comme de la SEINF 1 Mea

PERSONNE HABILITÉE À ÉTABLIR LE DOCUMENT

CABINET VINCENT BUZANCAIS.

GEOMÈTRE - EXPERT - FONCIER D.R.L.G.

MEMBRE DE L'ORDRE N° 3946

505, AVENUE DE ROME - LE PORTAL
02500 : A SEVNE CLUB MER

TÉL 04 94 94 83 21 FAX 04 94 39 11 09

© 2004 Blackwell Publishing Ltd *Journal of Internal Medicine* 255: 105–112

Prochniewicz, Beth

2016 (2) número

mon (3)(2)

DATES DE L'APPLICATION SJR LE
L'APPLIQUÉ DE CONSERVATION

— 5. At 11:30 a.m. 1998, the

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

1) Rayer la mention inutile ; préciser, le cas échéant, s'il s'agit d'une esquisse provisoire.
2) Cocher la case correspondante.

Remplir obligatoirement une demande en dernière page lorsque l'opération ne donne pas lieu aux formalités de publicité foncière prescrites par l'article 28-4° du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955.

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Commune :
LA SEYNE SUR MER

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISE

Numéro d'ordre du document
d'arpentage :

Numéro d'ordre du registre de
constatation des droits :

Cachet du service d'origine :

Centre des Impôts foncier de
TOULON 1
171 avenue de Vert Coleau
B.P. 127

83071 TOULON CEDEX

Téléphone : 04 94 03 95 01

Fax : 04 94 03 95 00

cdif.toulon-1@dgfip.finances.gouv.fr

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3)
a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le 27/10/99 par M. B. LAMIAU, géomètre à

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la chemise 6483. 2^e ADJOINT DELIGUE

A. LOSEYNE, le

Section : AL
Qualité du plan : Plan régulier avant
20/03/1980
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/1000
Date de l'édition : 18/09/2009
Support numérique :

Document d'arpentage dressé

par M. B. LAMIAU
à LA SEYNE SUR MER

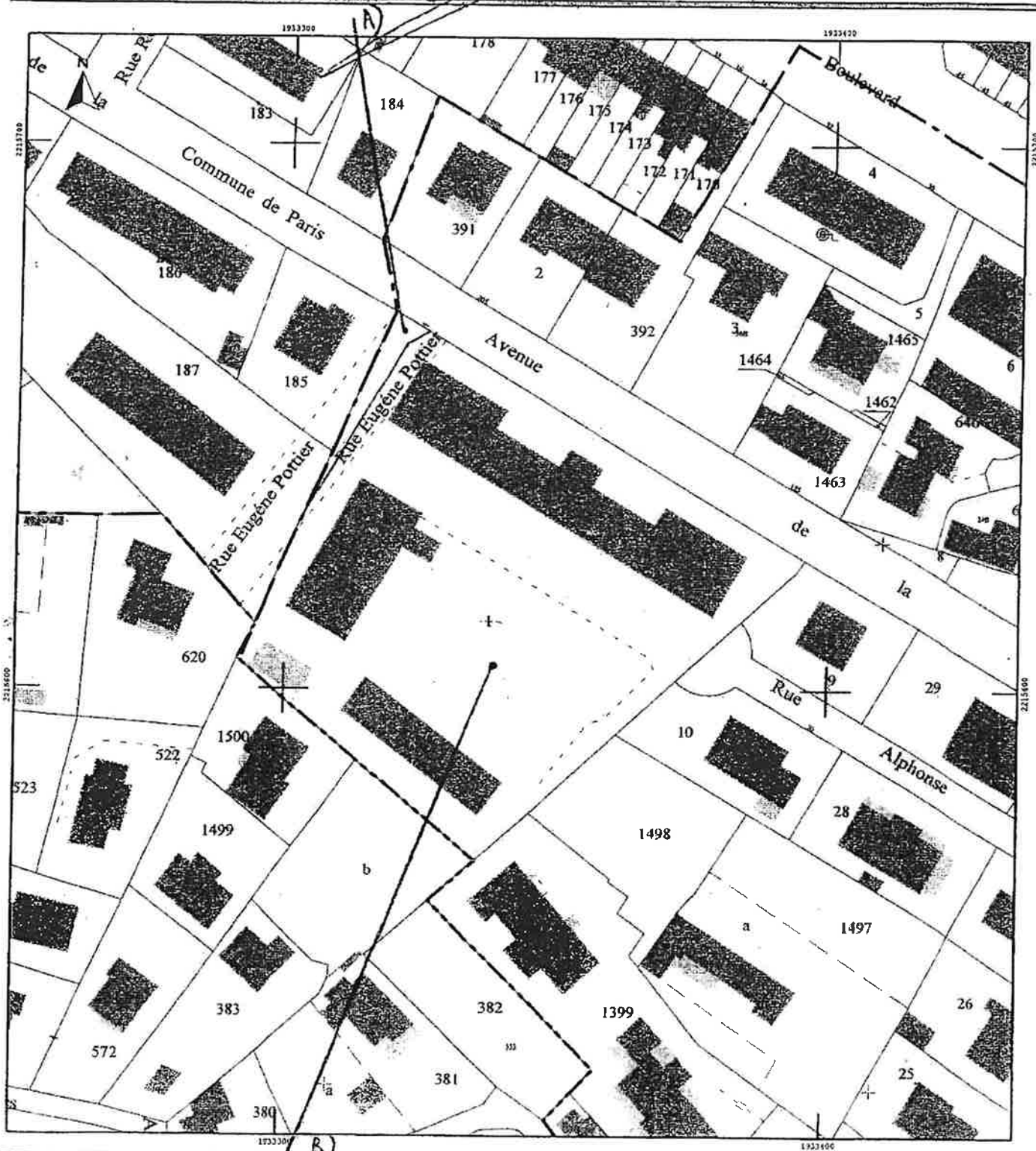
Date : -- / -- / --

Signature :

(1) Preter les mentions inscrites. Le formulaire A est applicable que dans le cas d'une enquête (plan déposé par voie de mise à jour), dans le cas d'une enquête (plan déposé par voie de mise à jour) ou d'une enquête (plan déposé par voie de mise à jour).

(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien autorisé du cadastre, etc.).

(3) Préciser les noms de qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (propriétaire, avocat, représentant autorisé de l'association, etc.).





GÉOMETRE - EXPERT
FONCIER D.P.L.G.

DEPARTEMENT DU VAR
COMMUNE : LA SEYNE SUR MER
LIEU-DIT : SAINT-JEAN

RUE EUGENE POTIER

PLAN DE CESSION

LEGENDE

Propriété BEN SALEM Moshem / PASCARELLA Samuel / POIVRET Sandra :



Partie cédée
Section A1 parcelle n°
Superficie apparente: 135 m²

Propriété Commune de la Seyne sur mer:



Partie cédée
Section A1 parcelle n°
Superficie apparente: 110 m²

Copropriété "Le Red Star":

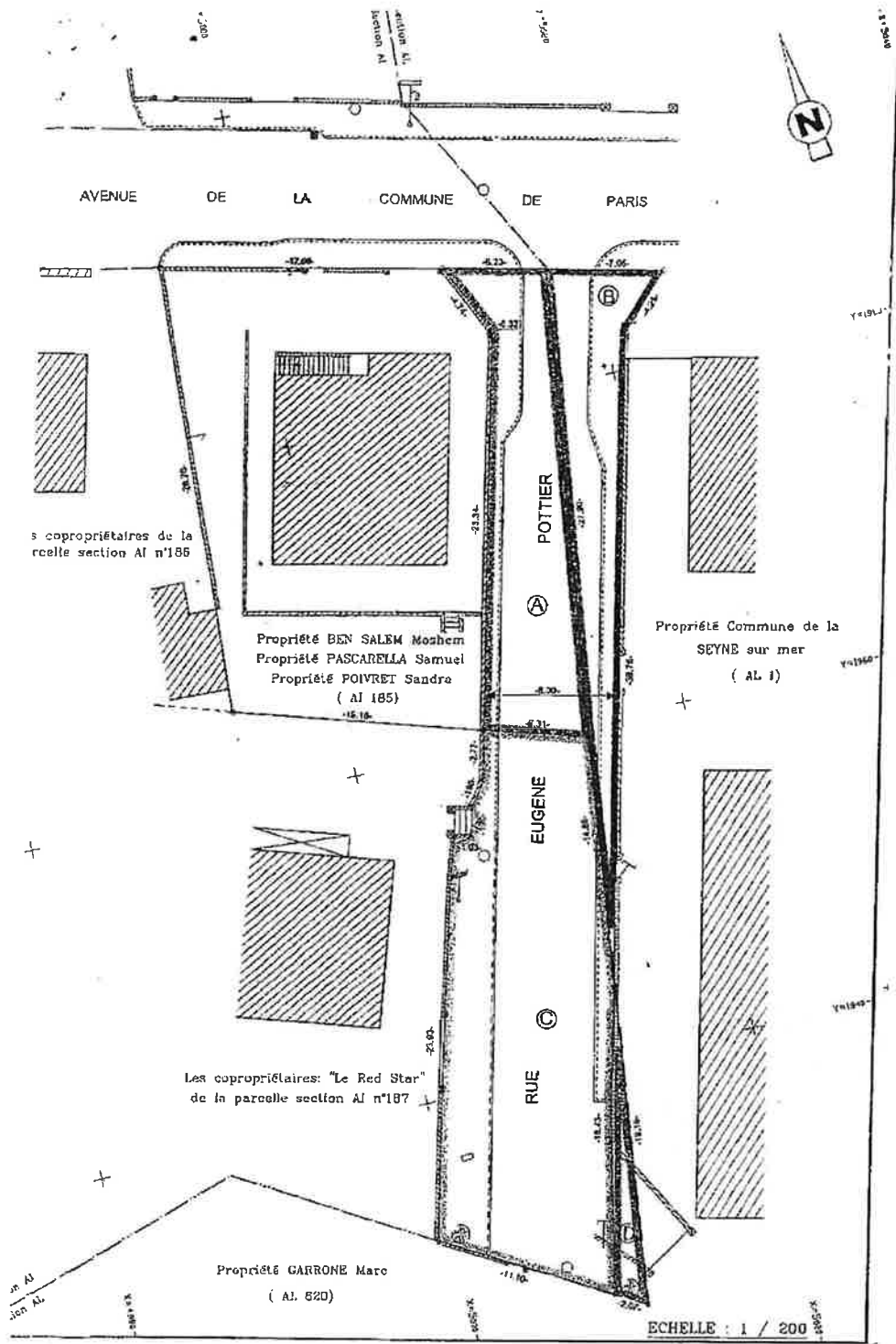


Partie cédée
Section A1 parcelle n°
Superficie apparente: 297 m²



Partie cédée
Section A1 parcelle n°
Superficie apparente: 20 m²

PLAN	Cabinet BUZANCAIS Vincent	DRESSE LE : 22/10/2009
N° 22498	505, Avenue de Rome - Immeuble LE PORTALIS -	MODIFIE LE :
	83500 LA SEYNE - SUR - MER (VAR)	MODIFIE LE :
	Tel. : 04.94.94.83.21. Tlc. : 04.94.30.11.09.	COPIE LE : 17/11/2009
	Mail : buzancais.vincent@wanadoo.fr	

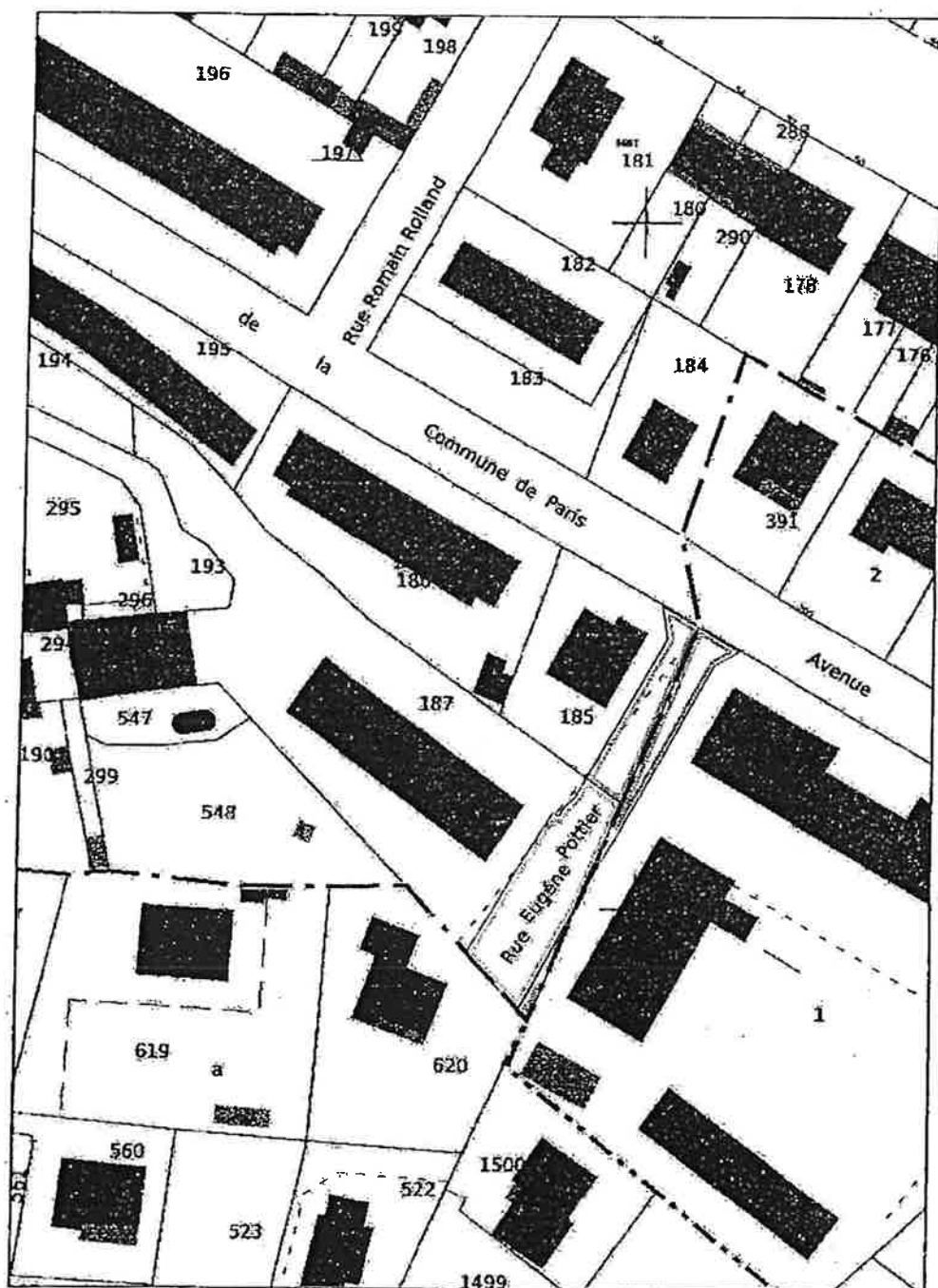


EXTRAIT CADASTRAL

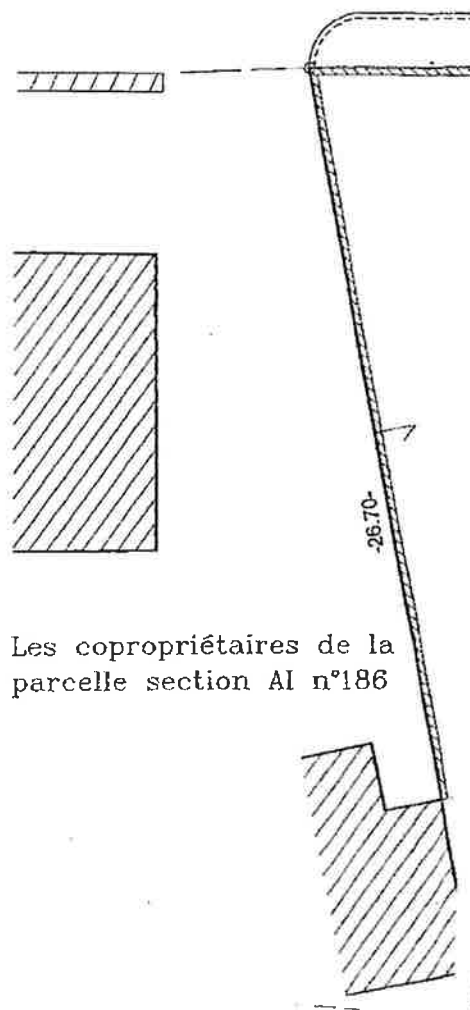
Section AI/AL:



X=5000



AVENUE DE



Les copropriétaires de la
parcelle section AI n°186

ECHELLE : 1 / 1000



Ville de La Seyne-sur-Mer
Département du Var

ARRONDISSEMENT DE
TOULON

N°DEL/11/024

Mairie de La Seyne-sur-Mer

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU MARDI 18 JANVIER 2011

Service Foncier

27 JAN. 2011

N° 16

OBJET : REGULARISATION FONCIERE RUE EUGENE POTTIER CESSIONS A L'EURO SYMBOLIQUE CONSENTIES PAR LA COPROPRIETE DENOMMEE "LE RED STAR" CADASTREE SECTION AI N° 187 ET LES COPROPRIETAIRES DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION AI N° 185 - DELIBERATION COMPLEMENTAIRE A LA DELIBERATION N° DEL/10/337 DU 15 DECEMBRE 2010

Nombre de CONSEILLERS en exercice : 49

L'an deux mille onze, le dix-huit Janvier, à 8H00, le Conseil Municipal s'est assemblé en Séance Publique en l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Marc VUILLEMOT, Maire.

Etaient présents

Marc VUILLEMOT, Raphaëlle LEGUEN, Philippe MIGNONI, Florence CYRULNIK, Claude ASTORE, Jocelyne LEON, Toussaint CODACCIONI, Solange ANDRIEU, Rachid MAZIANE, Christine SAMPERE, Isabelle RENIER, Patrick VALLE, Annie MARTIN, Michel REYNIER, Christian BIANCHI, Alain LOPEZ, Martial LEROY, Bernard TROUCHET, Malika RIEMER, Any BAUDIN, Christiane JAMBOU, Christian BARLO, Danielle DIMO PEREZ-LOPEZ, Nathalie MILLE, Marie VIAZZI, Annick LE GAL, Angélique MAZOYER, Alexandre DUMAS, Arthur PAECHT, Marcel BARBERO, Denise PEUCHOT, Françoise POUCHKO-LOUAT, Nadjet BENZOHRRA, Huguette RUGGIRELLO

Etaient absents

Jean MICHEL, Alain CHAPPARO, Christian BATLLE, Alain AJELLO, Nathalie BERTRAND

Etaient excusés

Joseph PENTAGROSSA
Guy SANTANGELO
Jean-Jacques TAURINES
Michel TOURNAN
Graziella GAUJAC
Yves GAVORY
Guillaume BONNAMOUR
Marie-Christèle MOUISSE
Fathi BOUSBIH
Sabine BAROUX

Christian BARLO
Claude ASTORE
Solange ANDRIEU
Marie VIAZZI
Danielle DIMO PEREZ-LOPEZ
Bernard TROUCHET
Rachid MAZIANE
Raphaëlle LEGUEN
Françoise POUCHKO-LOUAT
Denise PEUCHOT

Patrick VALLE a été désigné(e) pour remplir les fonctions de secrétaire.

LE CONSEIL AINSI CONSTITUE,

Rapporteur : Monsieur Claude ASTORE, Maire Adjoint

Par délibération du 15 décembre 2010, le Conseil Municipal s'est prononcé favorablement sur la régularisation à l'euro symbolique de l'emprise foncière de la rue Eugène Pottier.

Cette cession est consentie au profit de la Ville par les copropriétaires de la parcelle cadastrée section AI n°187 et ceux de la parcelle cadastrée section AI n°185.

Il s'avère qu'une omission a été commise puisque le Conseil Municipal n'a pas autorisé Monsieur le Maire à représenter la Ville lors de la signature de l'acte authentique de vente.

Il convient donc de compléter la délibération du 15 décembre 2010, en autorisant Monsieur le Maire à représenter la Ville lors de la signature de l'acte portant transfert de propriété.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé du rapporteur :

Vu la délibération incomplète du Conseil Municipal du 15 décembre 2010,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1 - de compléter la délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2010 en précisant que Monsieur le Maire est autorisé à signer tous actes relatifs à ce dossier ;

ARTICLE 2 - de dire que tous les autres articles demeurent inchangés.

La proposition est soumise au vote de l'Assemblée.

LA DELIBERATION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTES EXPRIMES

POUR :	42	
NE PARTICIPENT PAS	2	Florence CYRULNIK, Nathalie MILLE
AU VOTE :		

DELIBERATION EXECUTOIRE

Et ont signé au registre tous les membres
présents

Transmission à la Préfecture du Var

Pour Extrait conforme

Le : 25 JAN. 2011

Publication du : 25 JAN. 2011

Marc VUILLEMOT

Maire de La Seyne-sur-Mer
Vice-Président de
Toulon-Provence-Méditerranée
Conseiller Régional

**Marc VUILLEMOT**
Maire de La Seyne-sur-Mer
Vice-Président de
Toulon-Provence-Méditerranée
Conseiller Régional

Pour le Maire et par délégation
le fonctionnaire délégué
Jacqueline AUDIBERT